



# **le pouvoir aux travailleurs**

**mensuel trotskyste**

**UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES**

ISSN 0241 0494

LE 8 MARS 1992

N° 205

PRIX 4 FF



## **COTE**

## **D'IVOIRE**

### **LES ETUDIANTS LUTTENT**

### **MAIS SEULE LA FORCE DES**

### **TRAVAILLEURS PEUT METTRE FIN**

### **A LA MISERE ET A L'OPPRESSION**

**SOMMAIRE AU VERSO**

**SOMMAIRE**

é d i t o r i a l

P 2 EDITORIAL

P 3 COTE D'IVOIRE

P 7  
ABIDJAN- LA GREVE DE  
FILTISAC

P 8 CONGO

P 9 TCHAD: LA POPU-  
LATION MONTRE SA CO-  
LEREP 10 TCHAD: L'AVENIR,  
C'EST LA LUTTE DES  
CLASSES**ABONNEMENT****FRANCE:** 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.**ETRANGER :**Même tarif mais  
uniquement en coupons-  
réponses internationaux.**ADRESSE:**DUFEAL - COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 - CLICHY Cedex**COTE D'IVOIRE :  
LES ETUDIANTS LUTTENT MAIS  
SEULE LA FORCE DES  
TRAVAILLEURS PEUT METTRE FIN  
A LA DICTATURE  
ET A L'OPPRESSION**

Laurent Gbagbo, dirigeant du Front Populaire Ivoirien - FPI- vient d'être condamné à deux ans de prison ferme et 300 000FCFA d'amende par le tribunal d'Abidjan. D'autres dirigeants du FPI ont été également condamnés. Trois membres du Parti Ivoirien du Travail - PIT- dont Laurent Akoun, écopent un an de prison. Ils vont rejoindre, dans les geôles du dictateur Houphouët plusieurs autres responsables du FPI, ainsi que Martial Ahipeaud, président du syndicat étudiant, la FESCI, tous emprisonnés sous des prétextes grossiers. La FESCI est interdite; les journaux d'oppositions sont suspendus. Le gouvernement a par ailleurs décrété que tout rassemblement sera interdit sur l'ensemble du territoire.

Le pouvoir est en train de montrer, même à ceux qui, naïvement, croyaient à la possibilité d'un régime plus démocratique, que le multipartisme, ce n'est pas la démocratie. C'est une formule creuse, destinée à remplacer le régime du parti unique, c'est-à-dire la dictature qui ose dire son nom, par un régime à peu près aussi dictatorial, mais qui l'est de manière plus hypocrite.

En s'attaquant publiquement aussi bien aux dirigeants politiques que syndicaux, le pouvoir cherche à casser le mouvement de contestation qui secoue le pays. En commençant par la base, c'est-à-dire le mouvement étudiant.

Ainsi la condamnation de Martial Ahipeaud et l'interdiction de la FESCI constituent une épreuve de force contre le milieu estudiantin, la catégorie sociale la plus remuante à l'heure actuelle, la plus mobilisée contre le régime. Les jours à venir montreront si les étudiants sauront relever le défi.

Si c'est le cas, si les étudiants osent se battre; s'ils osent continuer à demander des comptes pour les exactions de la soldatesque, à Houphouët, Ouattara, Bédié et toute la clique au pouvoir, et derrière eux aux dirigeants de l'armée; s'ils continuent à imposer, de fait, leur droit à manifester, à se réunir, alors, les travailleurs doivent être solidaires de leur combat.

Oh, le combat des étudiants, même s'ils devaient se radicaliser quant à ses méthodes dans la période qui vient, demeure limité. Les jeunes des cités universitaires sont, à juste raison, choqués par la

répression, par les violations répétées des droits et des libertés démocratiques élémentaires, par les multiples manifestations à caractère dictatorial du régime, derrière les phrases ronflantes de la presse gouvernementale sur la démocratie. Peu d'entre eux voient, derrière la dictature de la police, de l'armée, de la clique PDCI, une autre dictature, plus puissante encore, celle de la misère pour la majorité travailleuse de ce pays, celle des inégalités sociales criantes. Et moins d'entre eux encore veulent combattre, aussi, cette dictature-là.

Mais la classe ouvrière de ce pays, les millions de pauvres qui n'ont que leur travail pour vivre - et ont du mal à trouver du travail! - et qui, eux, subissent les deux dictatures à la fois, celle du régime comme celle, sociale, imposée par la classe riche, ivoirienne et étrangère, ont de toute façon intérêt à ce qu'il y ait plus de libertés, plus de droits démocratiques. Car ils pourront, ils devront s'en servir pour eux-mêmes, pour se réunir, pour s'exprimer, pour s'organiser, pour défendre leurs propres revendications.

Voilà pourquoi, les travailleurs devront être solidaires des étudiants quand ils font face à la répression. Voilà pourquoi ils doivent soutenir des revendications comme celle de la liberté d'expression, de la liberté de tenir des réunions, du droit de manifester.

Mais voilà pourquoi, aussi, les travailleurs ne doivent pas compter sur les seuls étudiants pour conquérir ces droits et ces libertés.

D'abord, par ce que les étudiants, s'ils se mobilisent réellement, peuvent

sans doute faire reculer le régime; ils ne pourront et, sans doute, ne voudront casser les piliers de la dictature, cette révoltante inégalité sociale qui fait que, dans ce pays, quelques milliers de fainéants capitalistes peuvent réaliser des fortunes, tout en imposant à ceux qui travaillent dans les usines, sur les docks, sur les plantations, sur les chantiers, dans les transports ou l'hôtellerie, des salaires et des conditions de vie misérables. Pour la plupart d'entre eux, l'idée du changement se limite à l'accession du FPI au pouvoir. Or si Gbagbo parvenait à la présidence, et le FPI au gouvernement, cela ne changerait rien à la pauvreté, à l'exploitation de la classe ouvrière et des paysans pauvres. Il n'est même pas dit que cela change grand'chose pour ce qui est des libertés et des droits démocratiques, car Gbagbo et les siens comptent gouverner en s'appuyant sur la même armée que celle qui s'est illustrée à Yopougon, et sur la même police que l'on donne contre les manifestants aujourd'hui.

Seule la classe des travailleurs a véritablement intérêt à débarrasser le pays de cette couche parasite qui, avec l'argent de ses rapines, peut s'acheter les politiciens, les militaires, les policiers. Seule la classe des travailleurs a intérêt à ce que la production, les revenus déjà limités de ce pays étranglé par les puissances impérialistes, soient au moins répartis de façon plus juste et profitent d'abord à ceux qui travaillent et produisent.

Voilà pourquoi seuls les travailleurs pourront se battre efficacement, non seulement pour leur propre libération mais celle de toute la société.

## **PDCI FACE AU FPI LES ENJEUX D'UNE EPREUVE DE FORCE**

Depuis la manifestation du 18 février, le régime et le PDCI ont engagé une épreuve de force contre le FPI. Le pouvoir a pris prétexte des quelques Mercedes et BMW brûlées devant le Palais de la Justice, et de quelques vitrines de Banques, de Compagnies aériennes et de magasins chics malmenés au Plateau, pour faire arrêter et traduire en justice un

certain nombre de dirigeants de l'opposition, dont Laurent Gbagbo, malgré la prétendue immunité parlementaire de plusieurs de ces derniers.

Le prétexte est grossier. Difficile de savoir si les actes commis sont dus à des étudiants en colère contre le procès de leur leader - après tout, ils avaient bien

des raisons d'être en colère, et quant aux propriétaires de voitures de luxe brûlées, ils ne méritent pas que l'on pleure sur leur sort - ou bien si, comme l'affirme la presse proche du FPI, le PDCI a mobilisé des provocateurs pour "compromettre" le FPI. De toute façon, Gbagbo n'était pas présent au moment des faits et le pouvoir n'ose pas affirmer qu'il a donné des ordres pour qu'on brûle des voitures. On le rend néanmoins responsable des actes attribués à ses troupes. Mais à ce titre, le chef d'état-major devrait être depuis longtemps en prison car, dans son cas, aucun doute n'est possible: ce sont bien ses troupes, en uniforme, qui sont responsables de la "bavure" de Yopougon, autrement plus grave que les incidents du Plateau.

Le pouvoir s'est emparé du premier prétexte venu, a grossi l'affaire au point d'en faire une affaire d'Etat, pour pouvoir mieux présenter le FPI et Gbagbo comme une bande de casseurs, à qui tous ceux qui ont une vitrine susceptible d'être cassée, une boutique susceptible d'être malmenée, une voiture susceptible d'être brûlée, auraient tort de faire confiance.

Les initiateurs de cette épreuve de force contre le FPI ne peuvent pas ignorer que l'arrestation du dirigeant du principal parti d'opposition, sous un prétexte aussi grossier, rend les discours officiels sur le multipartisme, sur la "démocratie", moins crédibles. Mais cela n'est pas forcément leur principal souci.

#### LA COMEDIE DU MULTIPARTISME

Il faut se souvenir que Houphouët n'a pas choisi de gaîté de coeur le multipartisme qui, pour l'essentiel, consiste à autoriser l'existence de partis d'opposition, leur donner le droit de s'opposer, dans une certaine mesure, à la politique du gouvernement et accepter que ces partis puissent se présenter à des élections, avec le risque donc pour le PDCI de se retrouver en minorité et de ne plus contrôler le gouvernement. Pendant un quart de siècle, Houphouët a régné en dictateur, s'appuyant sur un système de parti unique, on sait donc où vont ses préférences...

Mais voilà, pendant ce quart de siècle, la dictature policière, la corruption des sommets de l'Etat et la

pourriture à tous ses niveaux, ont déconsidéré le régime. Si l'on ajoute à cela la montée des mécontentements des classes pauvres, due à la dégradation de leur situation, il y a là tous les ingrédients d'une explosion sociale. L'agitation dans les milieux étudiants, les grèves, encore sporadiques, ont pu convaincre Houphouët qu'il fallait qu'il lâche du lest. Mais tout laisse à penser que ce n'est même pas Houphouët qui est arrivé à cette conclusion, mais ses protecteurs des grandes puissances impérialistes, en premier lieu, l'impérialisme français. Car ce n'est pas seulement ici, en Côte d'Ivoire, mais dans plusieurs pays d'Afrique, que d'infâmes dictateurs se sont brusquement convertis à l'idée du multipartisme. La prétendue "démocratisation" de la Côte d'Ivoire faisait donc partie d'une évolution générale, orchestrée à partir de Paris. Il faut cependant souligner que les dirigeants de Paris ne sont pas plus démocrates que ne le sont nos propres dirigeants. Car, non seulement ils ont toujours soutenu les dictateurs d'Afrique, mais ce sont eux qui leur fournissaient des troupes, en cas de difficulté. Et il est évident par exemple que les parachutistes français stationnés à Abidjan ne sont pas là pour défendre la Côte d'Ivoire contre une hypothétique invasion venue du Mali ou du Burkina Fasso : ils sont là pour protéger les dirigeants et les riches de la Côte d'Ivoire contre la colère bien réelle de leur propre peuple.

Si Paris a poussé dans le sens du multipartisme, c'est uniquement pour que des régimes usés, comme celui de Houphouët, puissent disposer d'une soupape de sécurité afin d'empêcher la marmite d'exploser. Sous le règne du parti unique, les masses mécontentes n'ont pas d'autre choix que la révolte pour changer les choses. L'instauration du multipartisme vise à les convaincre qu'elles ont un autre moyen que de se révolter, et que cet autre moyen pour changer les choses, c'est de voter pour l'opposition.

C'est en réalité un mensonge, car l'opposition officielle, admise, ne fera pas autre chose que l'équipe actuellement au pouvoir, mais cela donnera aux masses l'illusion que le changement est possible. C'est autant de temps de gagné pour les riches.



Gbagbo et Ouattara se congratulent

Voilà sur quelle base le régime a laissé Gbagbo se faire une réputation d'homme politique d'opposition. Voilà pourquoi le FPI a été autorisé de s'organiser. Le dégoût à l'égard du régime étant ce qu'il est, le FPI n'a pas eu trop de mal à obtenir un certain crédit dans la population, dans l'intelligentsia, mais aussi dans les classes qui souffrent le plus sur le plan économique, en particulier, dans la classe ouvrière.

#### LE JEU DU PDCI

Il est de notoriété publique qu'une bonne partie des notables du PDCI, bien installés dans le fromage du pouvoir, les uns tout en haut, les ministres, les députés, les autres, au niveau des municipalités, ne voient pas d'un bon oeil le multipartisme qui risque de les écarter de leurs postes lucratifs au profit de nouveaux venus patronnés par le FPI.

Et il est évident que, même ceux qui ont accepté, du bout des lèvres, le multipartisme, n'ont pas pour autant envie de céder leurs places à d'autres. "Multipartisme, admettons, mais à condition que le PDCI reste toujours au pouvoir et le FPI, dans l'opposition" - telle est évidemment la devise de tous les notables du PDCI, sauf ceux qui ont changé d'étiquette pour conserver leur place. Le PDCI s'accommode d'une opposition - à

condition qu'elle reste l'opposition. Encore qu'une fraction de ce parti est hostile à cette expérience et souhaite que Houphouët fasse machine arrière ou que l'armée intervienne pour y mettre un terme.

Même dans les régimes dits démocratiques des pays riches, depuis longtemps établis, comme aux Etats Unis ou en France, les Partis au pouvoir se battent évidemment pour y rester. Même dans ces prétendues grandes et vieilles démocraties, si les grands partis qui assurent le pouvoir en alternance se présentent aux élections au nom de grands principes et de programmes, ils ont en réalité en vue des choses bien plus matérielles: avantages de toutes sortes, de l'argent qu'on manie, la possibilité d'attribuer des subventions, des marchés publics aux groupes capitalistes auxquels on est lié etc.

Mais dans des pays comme les Etats Unis ou la France, l'assise économique de la bourgeoisie n'est pas seulement l'Etat et le personnel politique ne se confond pas avec la classe riche (les grandes familles bourgeoises françaises, les Michelin, les Peugeot, font rarement de la politique, ils se contentent de payer des politiciens pour en faire à leur place). En Côte d'Ivoire en revanche, chacun sait que c'est une bonne position dans l'Etat qui constitue la principale source d'enrichissement. C'est en pillant les caisses de l'Etat, en les détournant à leur profit ou celui de leurs familles, que nos ministres et députés se sont enrichis.

Autant dire que, multipartisme ou pas, élection ou pas, les notables du PDCI se cramponneront à leurs positions dirigeantes. Déjà que c'est une guerre à mort entre les différents clans à l'intérieur même du PDCI pour la succession de Houphouët, ce n'est pas le moment de faire une place pour d'autres

C'est pourquoi, le PDCI cherche à discréditer à tout prix le FPI, à le faire apparaître comme un parti qui est incapable de gouverner. Ainsi, il s'est servi de la manifestation de la semaine dernière comme prétexte pour montrer qu'un parti comme le FPI qui est incapable de contrôler ses propres troupes est irresponsable et ne peut prétendre à gouverner.

### ...ET CELUI DU FPI.

Ce qui est frappant dans l'épreuve de force engagée, c'est que le PDCI garde l'initiative et que les dirigeants du FPI semblent désarmés, sur la défensive, ne sachant que faire.

Il faut dire que la combativité n'est pas le trait dominant de la politique du FPI. Les dirigeants du FPI font de l'action pacifique un évangile. Ce n'est pas seulement un choix politique, c'est un choix social. Le FPI veut plaire aux couches dirigeantes, aux plus riches, aux notables, à tous ceux qui tiennent à l'ordre établi parce que cet ordre les favorise. Le FPI ne veut pas passer pour un parti irresponsable, un parti "bout de feu". Il veut apparaître comme un parti de l'ordre, tout autant que le PDCI. Voilà pourquoi il se montre si gêné par la campagne du PDCI visant à démontrer le contraire.

Et les dirigeants du FPI sont terrorisés par toute initiative politique qui pourrait être mal vue ou mal interprétée par un Mitterrand ou un Bush. On peut croire sur parole le journal "La Voie" (proche du FPI) quand il regrette la tournure très violente à son goût qu'a prise la manifestation et pleurniche sur le fait que le FPI n'ait pas su éviter le "piège".

Mais c'est là où, en tant que parti d'opposition, le FPI est soumis à deux impératifs contradictoires. D'un côté, en tant que chefs de file de l'opposition, les dirigeants du FPI veulent se montrer "responsables" en évitant soigneusement tout ce qui peut troubler l'ordre public. Mais de l'autre, pour ne pas être coupés de leur base, pour pouvoir canaliser à leur profit les mécontentements suscités par le régime PDCI, ils éprouvent de temps en temps le besoin de prendre l'initiative d'une manifestation, comme ils l'ont fait le 18 février dernier.

Que va faire le FPI maintenant que ses principaux dirigeants sont en prison ?

Il est donc placé dans une situation où il doit faire un choix : ou il ose entrer dans une bagarre contre le régime et, dans ce cas, il risque d'être mal vu par la bourgeoisie, ou il accepte le fait accompli et s'écrase devant le pouvoir. Dans les deux cas, il se trouve dans une position qui amuse le PDCI et le reconforte. Pour l'instant, il semble que les dirigeants du FPI ont plutôt opté pour la bataille juridique. Jusqu'à présent, ils se sont refusés d'appeler les gens à manifester dans la rue pour réclamer la libération des dirigeants arrêtés.

Si la situation sociale ne s'aggrave pas, si le régime n'est pas confronté à des manifestations massives de rues, le PDCI peut bien tirer les ficelles pour que le FPI ne fasse pas le poids et ne soit pas en mesure de l'inquiéter. Celui-ci pourrait rester cantonné longtemps dans l'opposition, à moins que le PDCI juge opportun de l'associer au pouvoir comme Diouf l'a fait avec Wade au Sénégal.

Mais si demain, malgré les discours sur le dialogue et la paix, il se produit une explosion sociale, le PDCI peut s'écrouler comme un château de cartes. Dans ce cas, le FPI aura alors une chance d'arriver au pouvoir.

Et c'est là où les travailleurs ne doivent pas se faire d'illusions. Ceux des travailleurs qui suivent le FPI, parce qu'ils croient que la politique de celui-ci correspond à leurs aspirations, seront fort déçus. Car toute la politique de l'opposition actuelle a simplement pour but de remplacer une équipe dirigeante au service des riches par une autre équipe tout aussi pourrie et corrompue. Les rats de l'opposition, aujourd'hui maigres, veulent prendre la place de ceux qui sont au pouvoir pour s'engraisser à leur tour. Il n'y a rien à attendre d'eux. La preuve en est que le FPI flatte et fait l'éloge de l'armée (malgré la répression de Yopougon); alors que celle-ci est un moyen d'oppression du peuple et de défense de l'ordre social injuste des exploités.

**ABIDJAN**  
**VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE FILTISAC**

Le 28 février, tous les travailleurs de Filtisac ont arrêté le travail pour protester contre la mise au chômage technique de ceux de "Filtisac Jute". En effet, dès que ceux-ci ont appris qu'ils allaient être mis au chômage pendant un mois, sous prétexte qu'il manquerait de matières premières, ils ont immédiatement arrêté le travail. Ensuite, ils sont allés voir leurs camarades de "FILTEX" et de "Filtisac Synthétique" (deux unités de productions qui dépendent de la même entreprise et qui sont tout juste séparées de quelques dizaines de mètres) en leur disant: "Nous sommes en grève. Rejoignez-nous dès maintenant. N'attendez pas que la même mesure vous frappe avant de réagir". Leur appel a été entendu sans difficulté.

Ainsi, tout Filtisac s'est mis en grève. Les grévistes ont bloqué toutes les portes, obligeant ainsi la direction à rester sur place pour négocier avec eux. Mais celle-ci a refusé de négocier. Elle a refusé d'entendre parler d'un mois de salaire, correspondant à la durée du chômage, que les travailleurs réclamaient. Elle a préféré faire appel aux forces de l'ordre.

Une quarantaine de CRS sont intervenus. Des hauts responsables de l'UGTCI, dont un du textile, sont eux aussi venus à la rescousse des patrons. Il ont tenté de persuader les travailleurs de renoncer à leur grève. En vain. Alors ce sont les forces de répression qui ont essayé de briser la détermination des grévistes. Filtisac s'est transformé en un champ de bataille où des barricades de fortune sont dressées et où des jets de cailloux répondaient au gaz lacrymogène et aux coups de matraques.

Après plusieurs heures d'affrontement, les policiers ont réussi à déloger les travailleurs et à les chasser

le plus loin possible de l'usine. Il y a eu au moins quatre travailleurs blessés et quelques arrestations. Les travailleurs du "synthétique" n'ont repris le travail que le lendemain. Mais les deux autres secteurs sont pour l'instant fermés.

Nous ne savons pas quelle suite les grévistes comptent donner à leur mouvement. Mais pour que le rapport de forces soit en leur faveur, pour obliger les patrons à leur donner satisfaction, il aurait fallu que la grève s'étende et touche au moins tout le groupe IPS dont fait partie Filtisac. Mais les travailleurs n'avaient pas le temps de penser à tout cela. Ils n'ont pas pu préparer leur grève ni donner une véritable direction à leur lutte. Ils ne le pouvaient pas. Car l'annonce du chômage technique est tombée brutalement, telle une foudre sur leur tête.

Mais malgré le fait que les travailleurs de Filtisac soient pris au dépourvu, malgré la spontanéité de leur action, ils se sont battus comme un seul homme, avec courage et avec une cohésion remarquable. Ils ont cédé face aux forces armées, face à une répression brutale. Mais avec dignité.

La principale leçon que les travailleurs peuvent tirer de cette grève est que l'absence d'une organisation syndicale et politique dirigée par eux-mêmes a fait cruellement défaut. En effet, s'il y avait un syndicat réellement au service des intérêts des travailleurs - et non un syndicat au service des patrons comme l'UGTCI - les travailleurs de Filtisac ne seraient pas pris à l'improviste et auraient pu agir autrement face à la décision de la direction de l'entreprise et à l'attaque des CRS. Car, un tel syndicat aurait préparé les travailleurs à l'éventualité de ce genre de mauvais coups des patrons et de l'Etat à leur solde.

## CONGO

### LA "TRANSITION " EST EN PANNE L'OPPOSITION APPELLE L'ARMEE A LA RESCOUSSE

Après plus d'une année de "régime de transition", les dirigeants congolais font du "sur place". La "Conférence Nationale" qui était présentée comme quelque chose qui allait résoudre les graves problèmes du pays n'a même pas accouché d'une souris.

Les dirigeants de cette conférence avaient promis qu'ils allaient organiser un référendum puis des élections. Des dates ont même été prévues pour les réaliser. Mais jusqu'à présent, on a rien vu. C'est ainsi que le projet de constitution qui devait être soumis à un référendum le 30 novembre 1991 a été reporté à la fin décembre 91, puis en janvier 92, puis le 16 février pour être en fin de compte tout simplement reporté aux calendes grecque. C'est la même chose pour les élections municipales, sénatoriales, législatives et présidentielles dont les dates ont été prévues longtemps à l'avance, mais qui ont toutes été reportées sans que de nouvelles soient proposées.

La raison officielle de ces reports est que jusqu'à présent le recensement des populations n'aurait pas encore été réalisé et, par conséquent, il n'y aurait pas de listes électorales établies.

Comment donc ces messieurs de la conférence nationale qui, depuis plus d'un an, ne cessent de faire des discours à longueur de journées sur la "démocratie", sur les élections etc...- et qui se font grassement payer leurs indemnités de "conférenciers", aux frais des contribuables - ne sont même pas capables d'organiser un simple recensement de la population ? Ils ont eu plus d'un an pour cela. Et ce sont ces même gens qui prétendent résoudre les problèmes cruciaux des populations ?

En réalité, ces messieurs ne sont rien d'autre que des profiteurs, des politiciens bourgeois aussi minables, aussi corrompus que ceux qui étaient avant eux hier. Ils veulent avant tout se remplir les poches. Et, pour la majorité d'entre eux, plus la "transition" dure, mieux c'est, car ce sera autant d'indemnités supplémentaires empochées . Quand on sait qu'une grande

partie de ces conférenciers touchent jusqu'à 30.000 FCFA (600FF) par jour, on comprend qu'ils veuillent bien prolonger leur sinécure. Et s'il y en a parmi eux qui veulent que cette "transition" ne dure plus, c'est parce qu'ils sont pressés de parvenir au pouvoir afin d'avoir le monopole des caisses de l'Etat entre les mains de leur petite clique.

Des problèmes des travailleurs et des petites gens, ces messieurs les conférenciers s'en moquent éperdument. Lorsque l'année dernière, les travailleurs et les petits fonctionnaires sont descendus dans les rues de Brazzaville pour revendiquer des augmentations de salaires ainsi que le versement de leurs arriérés, ils ont été réprimés à coup de matraques et de grenades lacrymogènes. On leur a rétorqué que les caisses de l'Etat étaient vides et qu'il fallait même s'attendre à des licenciements sinon le FMI allait couper les crédits. Et pourtant pendant ce temps ces messieurs de la conférence nationale débattaient de l'augmentation de leurs propres indemnités parce qu'ils trouvaient que celles-ci ne leur permettaient pas de se payer une chambre dans un hôtel de luxe à Brazzaville !

De leur côté, les ministres du gouvernement de transition voulaient eux-aussi que leur salaire qui était de 450 000 FCFA (9 000FF) par mois passe à 1.500.000 FCFA ( 30 000FF). Finalement, ces messieurs, sous prétexte de montrer l'exemple, se sont mis d'accord pour 800.000 FCFA. Quel bel exemple de sacrifice ! Un doublement de salaire pour eux et la matraque pour les travailleurs et les petits fonctionnaires.

Aujourd'hui, après plus d'une année de "conférence", près de soixante partis d'opposition regroupés au sein du "Front pour la défense de la démocratie" font appel à l'armée pour que celle-ci prenne en charge la "transition" et joue le rôle d'arbitre entre les différentes factions rivales.

Voilà-donc cette même armée qui a été

le pilier principal de la dictature de Sassou Nguesso, ces généraux et ces colonels qui, hier encore, faisaient torturer et emprisonner les opposants et qui ont vidé les caisses de l'Etat, que l'"opposition" appelle à la rescousse ! En réalité, même si apparemment les généraux et les colonels étaient passés au second plan de la scène politique depuis près d'un an, ils n'avaient jamais abandonné leur velléité de garder le pouvoir.

Dans la plupart des pays d'Afrique, y compris là où ce sont les civils qui gouvernent officiellement, l'armée constitue l'ossature principale du régime. A tout moment elle peut prendre le pouvoir par un coup d'Etat. En tout cas, les généraux sont présents, en coulisses ou carrément au devant de la scène politique. Au Congo, si Sassou Nguesso, qui est lui-même colonel, est toujours resté au pouvoir (même si son pouvoir personnel a été largement diminué), c'est parce qu'il a la haute main sur le corps d'officiers de l'armée qu'il a choisis lui-même parmi les hommes de son clan et de préférence, les hommes de son ethnie. C'est ainsi pour Eyadéma, au Togo, pour Mobutu, au Zaïre, pour Ali Seybou, au Niger etc...

Alors vouloir désigner l'armée comme arbitre et compter sur elle pour assurer "la transition démocratique", c'est comme si on demandait à un bouc de donner du

lait!

Les opposants qui réclament l'intervention de l'armée sont les mêmes qui hier parlaient de "changement démocratique" lorsque les populations étaient dans les rues. Pour canaliser la colère des pauvres, ils ont fait semblant de représenter leurs aspirations et ont promis de résoudre leurs problèmes. Mais nulle part, pas même là où ils sont arrivés au pouvoir, ils n'ont résolu quoi que ce soit pour les pauvres. En tant que politiciens bourgeois, ils sont plus soucieux des intérêts des trusts et des recommandations de l'impérialisme que ceux de leurs propres populations. Et s'ils demandent à l'armée d'agir, c'est parce que, en tant que bourgeois respectueux de l'ordre établi, ils ne veulent surtout pas que ce soit la population elle-même qui joue le rôle d'arbitre en s'organisant pour imposer sa volonté par ses propres moyens et à sa manière.

Et c'est justement là qu'il y a un problème crucial pour l'avenir des exploités. Si ceux-ci ne sont pas organisés, s'ils ne se donnent pas les moyens de s'imposer par la force, leurs revendications resteront lettres mortes et ils n'auront même pas un semblant de démocratie. Ce qui leur a été accordé hier peut leur être repris demain, tant qu'ils laisseront les appareils de répression dans les mains de leurs adversaires de classe.

## TCHAD

### LA POPULATION MONTRE SA COLERE

Suite à l'assassinat de Me Béhidi, vice-président de la Ligue Tchadienne des droits de l'Homme, Ndjaména, la capitale du Tchad, a, pendant trois jours, vécu des événements sans précédent. Dans la nuit du samedi au dimanche 16 février, le dirigeant de cette association a été abattu par deux combattants en moto qui, après leur forfait, se sont emparés de sa voiture avant de disparaître.

Les assassinats, les viols, les vols de voitures et de mobylettes sont en fait des choses courantes à Ndjaména. Il ne passe pas un jour sans que, dans tel ou tel

quartier, l'on ne parle des comportements crapuleux et criminels des "fameux" combattants de Déby. Ce genre de pratiques existait aussi du temps de Habré. Mais, aujourd'hui, l'insécurité s'est aggravée. Après la chute de Habré, rien n'a changé dans le pays. Une dictature a remplacé une autre, mais les assassinats, les viols et les vols de tout genre se sont multipliés, malgré l'instauration du multipartisme que le dictateur Déby a dû concéder sous la pression de ses maîtres de Paris. Dans tout le pays et surtout à Ndjaména, c'est la loi des bandes armées qui vivent sur le dos des populations de façon impunie.

Mais l'assassinat de Béhidi allait être la goutte d'eau qui ferait déborder le vase trop plein de l'exaspération et du mécontentement profond des populations de Ndjaména fatiguées des crimes crapuleux des hommes armés du pouvoir. Dès que la nouvelle de la mort de l'avocat a été connue, dans la journée de dimanche, des jeunes sont descendus dans la rue pour manifester devant la maison du premier ministre au cri de "Alingué, démission!", "Gouvernement, démission!".

Mais c'est à partir de lundi que les choses vont se précipiter, grâce cette fois-ci aux femmes. En effet, ce jour-là, de façon spontanée, une dizaine d'entre elles a entrepris de marcher pacifiquement sur la présidence. Sitôt la nouvelle connue, ce sont des milliers de gens qui, venant de tous les quartiers, se sont joints à ces femmes-là. En peu de temps, c'était des dizaines de milliers de Ndjaménois, toutes ethnies et toutes religions confondues, qui ont marché à travers la ville, en passant par la présidence, la place de l'indépendance et les différentes ambassades, au cri de "Droit à la vie!", "Déby, assassin!". Même la radio et la télévision à la solde de la dictature diront plus tard qu'ils étaient 100 000 dans les rues de Ndjaména. Le jour de l'enterrement de l'avocat, ils seront entre 40 à 50 000 à faire des dizaines de kilomètres à pied jusqu'au cimetière de Farcha.

Ce n'est qu'à la suite de cette manifestation spontanée que les différents partis politiques, d'abord inexistantes, vont prendre en marche le train de l'indignation populaire et le contrôleront pour leur propre compte. Pour la

circonstance, un comité de crise, formé principalement par les différents partis de l'opposition auxquels se sont joints les syndicats et les diverses associations dont la Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme, a été mis sur pied. Ce comité a lancé un appel de trois jours de grève qui a été massivement suivi. Pendant trois jours Ndjaména était paralysée: les bureaux, les usines, les écoles, les collèges, les lycées, l'université, les boutiques étaient fermés. Le même comité a également fait publier un communiqué dans lequel il a demandé, entre autres, la démission du gouvernement et la formation d'un autre gouvernement de consensus sous la tutelle de l'opposition. Mais l'attitude de celle-ci a provoqué la colère des femmes et des jeunes, fer de lance du mouvement de protestation, qui ont dénoncé les politiciens qui voulaient tirer les marrons du feu en profitant de leur mobilisation et de l'assassinat de l'avocat.

C'est d'ailleurs avec un certain mépris que le pouvoir répondra à la demande de l'opposition: à la suite d'un conseil extraordinaire de ministres, la dictature a pris un certain nombre de mesures, telle que la démilitarisation de Ndjaména, l'interdiction de port d'armes, de la circulation des véhicules militaires en ville etc... Mais ce ne sont là que des déclarations d'intention dont le but est de tromper les gens et surtout de chercher à calmer l'agitation populaire. C'est depuis son arrivée au pouvoir que le dictateur Déby parle de s'attaquer au problème de l'insécurité. Mais rien n'a été fait et rien ne le sera sans doute, quand on sait que ceux qui tuent, pillent et violent dans Ndjaména sont des combattants qui ont pour base la présidence même de Déby.

## TCHAD

### L'AVENIR C'EST LA LUTTE DE CLASSES

A la suite d'une forte mobilisation populaire spontanée qui, du 17 au 19 février dernier, a vu plus de 100 000 personnes, toutes ethnies et religions confondues, descendre dans les rues de Ndjaména pour manifester leur colère contre

le pouvoir dont les bandes armées sèment la mort et la terreur dans les quartiers, c'est dans les oppositions tribales et régionales que le dictateur Déby cherche son salut et le moyen de se maintenir au pouvoir, comme l'ont fait tous ses

prédécesseurs.

En effet, dans la nuit du 21 février, peu de temps après cette manifestation accompagnée, par ailleurs, de trois jours de grève largement suivis, des combats avec des armes lourdes ont eu lieu dans un quartier de la périphérie de Ndjaména. A la faveur de ces événements dont personne ne sait rien en réalité, le pouvoir de Déby s'est lancé dans une forte répression visant spécialement le quartier Moursal et ses environs habités majoritairement par des populations originaires du sud du Tchad.

Plusieurs officiers de l'armée tchadienne natifs de la zone méridionale ont été arrêtés et certains d'entre eux, tués. Ceux qui ont réussi à s'enfuir sont l'objet d'une chasse systématique. Mais il y a eu aussi beaucoup de victimes civiles innocentes. Les bandes armées de Déby ont investi les lieux et tiré indifféremment sur les gens. Certains étaient des travailleurs ou des élèves qui, tôt le matin, tentaient d'aller à leur lieu de travail ou d'études. D'autres étaient surpris dans leurs maisons. Même de simples voyageurs rencontrés dans cette partie de la périphérie de la capitale tchadienne ont été agressés ou abattus. Beaucoup de victimes de cette tuerie sauvage sont à l'hôpital de Ndjaména.

Pour justifier ces actes barbares qui viennent s'ajouter aux crimes et autres assassinats qui sont le lot quotidien des populations de Ndjaména, le dictateur Déby et ses ministres prétendent que les événements du 21 février sont le fait d'une tentative de coup d'Etat fomentée par des officiers et des hommes politiques originaires du sud du Tchad. Ils lient ces événements à la forte mobilisation populaire qui les a précédés et font courir des bruits selon lesquels les 100 000 personnes venues de tous les quartiers de Ndjaména pour manifester leur colère contre leur pouvoir mais aussi la grève de trois jours largement suivie seraient des manoeuvres ourdies par des sudistes revanchards qui voudraient revenir au pouvoir. Des tracts ont circulé dans ce sens à Ndjaména cherchant à entraîner les populations dans des oppositions religieuses et régionalistes.



Si nul ne peut réellement dire ce qu'il en était des événements du 21 février, une chose est en tout cas claire : à travers cette répression sauvage visant uniquement le milieu sudiste de Ndjaména, l'objectif du pouvoir est de chercher à casser la mobilisation populaire en tirant sur les cordes sensibles du tribalisme et du régionalisme dans le but d'apparaître comme le défenseur des nordistes et musulmans contre les populations du sud.

Au Tchad comme à l'extérieur, face à cette répression, à ces visées tribalistes, mais aussi à la dictature en général de Déby, beaucoup de voix se sont fait entendre pour exprimer leur indignation contre la perspective des massacre entre les populations. Même le Comité Islamique de Ndjaména, qui naguère, en 1979, avait d'abord présenté Habré comme le défenseur des nordistes et musulmans et ensuite soutenu sa dictature, a publié un communiqué appelant les populations à ne pas se laisser entraîner dans des oppositions religieuses et ethniques.

Mais on a aussi entendu des gens faisant appel aux vieux démons des affrontements ethniques. Ici dans l'émigration, lors d'un meeting tenu le week-end passé par une association tchadienne pour discuter de la question des Droits de l'Homme au Tchad, il y a eu des gens qui se sont exprimés dans ce sens. Pour certains, la dictature de Déby serait celle des nordistes qui tueraient les sudistes. Pour d'autres, c'est la France qui arme les populations du nord contre celles du sud et ils concluent en appelant la même France à soit désarmer Déby et ses bandes, soit favoriser la création d'autres bandes armées, au sud cette fois-ci, contre la dictature de Ndjaména.

En réalité, ce qui fait peur à Déby, ce n'est pas une quelconque opposition dirigée par des sudistes. Cela existe déjà depuis son arrivée au pouvoir grâce au soutien de l'impérialisme français et il s'en est fort bien accommodé, d'autant plus que certains des dirigeants des groupuscules qui se réclament prétendument être les représentants des populations du sud du Tchad, il les connaît fort bien. Il sait ce qu'ils valent : ils ont été ses sous-fifres, ses ministres, ses directeurs ou ceux de la dictature de Habré dont, lui, Déby, était pendant longtemps l'un des personnages clés, en sa qualité de chef d'état-major à l'époque.

Cela est aussi vrai pour toutes les composantes de l'opposition formée par des gens dont Déby n'a rien à craindre. Par contre, ce qui fait peur à ce dernier, c'est la mobilisation de la population. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, 100 000 personnes sont descendues dans la rue pour hurler leur colère contre le pouvoir et ses bandes d'assassins. Quoique parti spontanément de Moursal à l'initiative de quelques femmes et des jeunes, le mouvement de protestation populaire s'est étendu à tous les quartiers, avant de se couronner par une descente dans la rue de milliers de personnes venant de toutes les ethnies, de toutes les régions et les religions du Tchad.

Cette chaîne de solidarité entre les populations de Ndjaména s'explique par le fait que, s'il est vrai que les bandes armées de Déby sèment la terreur à Moursal, quartier habité majoritairement par des sudistes, elles le font autant, sinon plus, dans les autres quartiers dont les populations sont musulmanes et originaires des régions du nord du pays, comme à la rue de 40 ou la périphérie nord de Ndjaména, notamment. C'est contre cet état des choses, contre ces assassinats crapuleux, contre cette dictature commune à laquelle elles sont toutes soumises, indépendamment de leurs ethnies ou de leurs religions, que, de façon massive et spontanée, les populations de Ndjaména ont manifesté. Et c'est ça qui fait peur à Déby, car il sait qu'il ne peut rien contre la force de centaines de milliers de gens si demain, organisés, ils se révoltent et entrent en lutte contre son pouvoir.

Pour les populations du Tchad donc, l'avenir, évidemment, n'est pas dans les

affrontements ethniques ou religieux, que cela soit le fait du pouvoir ou de ceux qui prétendent s'opposer à lui sur ces bases-là. C'est avec de telles pratiques et au moyen de leurs bandes armées que les Tombalbaye et les Habré se sont maintenus au pouvoir en imposant une dictature féroce à l'ensemble de la population, y compris à celles dont ils sont originaires.

L'ethnisme, le régionalisme, la religion comme le nationalisme ne servent que les intérêts de ceux qui sont contre les masses opprimées, quels qu'ils soient. La division des populations, leur affrontement sur des bases ethniques et religieuses ne peuvent que servir les dictateurs. Les populations n'ont rien à y gagner à part le fait d'être de la chair à canon dans des luttes qui ne sont pas les leurs et qui ne profitent qu'à des gens qui leur imposent la misère et une nouvelle dictature. L'histoire récente du Tchad en témoigne.

L'avenir est dans la mobilisation de la population pauvre. Déjà, dans certains quartiers, comme à Moursal, des comités d'auto-défense se créent, les gens s'organisent pour se défendre eux-mêmes contre les bandes armées du pouvoir. C'est dans ce sens qu'il faut aller en généralisant les comités d'auto-défense de la population. Mais, au-delà, il est nécessaire que les opprimés se dotent de leur propre organisation politique, indépendante des structures de l'opposition, car celle-ci, même s'il elle arrive au pouvoir, ne fera pas mieux que la dictature actuelle. S'il n'y pas d'hommes et de femmes qui s'attellent à la tâche de la création d'une organisation politique propre aux masses opprimées, les luttes de celles-ci risquent d'être récupérées par d'autres Déby ou que d'autres en profitent pour pousser les populations les unes contre les autres dans des massacres ethniques et religieux où, quelque soit le camp qui l'emportera, les vaincus seront les pauvres en général. Seule la mobilisation de l'ensemble des travailleurs et des pauvres de toutes les ethnies et de toutes les religions, unis et luttant pour leurs propres intérêts, est l'unique garantie pour en finir avec le règne des bandes armées criminelles et ouvrir la voie à un autre avenir, meilleur et démocratique.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.